Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- [x] Coloured covers/ Couverture de couleur
- [ ] Covers damaged/ Couverture endommagée
- [ ] Covers restored and/or laminated/ Couverture restaurée et/ou pelliculée
- [ ] Cover title missing/ Le titre de couverture manque
- [ ] Coloured maps/ Cartes géographiques en couleur
- [ ] Coloured ink (i.e. other than blue or black)/ Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- [ ] Coloured plates and/or illustrations/ Planches et/ou illustrations en couleur
- [ ] Bound with other material/ Relié avec d'autres documents
- [ ] Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/ La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure
- [ ] Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/ Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.
- [ ] Additional comments:/ Commentaires supplémentaires:

- [ ] Coloured pages/ Pages de couleur
- [ ] Pages damaged/ Pages endommagées
- [ ] Pages restored and/or laminated/ Pages restaurées et/ou pelliculées
- [x] Pages discoloured, stained or foxed/ Pages décolorées, tachetées ou piquées
- [ ] Pages detached/ Pages détachées
- [x] Showthrough/ Transparence
- [ ] Quality of print varies/ Qualité inégale de l'impression
- [ ] Continuous pagination/ Pagination continue
- [ ] Includes index(es)/ Comprend un (des) index

Title on header taken from:/ Le titre de l'en-tête provient:

- [ ] Title page of issue/ Page de titre de la livraison
- [ ] Caption of issue/ Titre de départ de la livraison
- [ ] Masthead/ Générique (périodiques) de la livraison

This item is filmed at the reduction ratio checked below/ Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	12X	14X	16X	18X	20X	22X	24X	26X	28X	30X	32X
						/					

...LA... 8½

RÉNOVATION AGRICOLE

CONFÉRENCE

PAR

M. le docteur T.-A. BRISSON

DEVANT LA

Chambre de Commerce du District de Montréal

les 18 et 25 novembre 1914

See English translation on the back

... LA ...

RÉNOVATION AGRICOLE

CONFÉRENCE

PAR

M. le docteur T.-A. BRISSON

DEVANT LA

Chambre de Commerce du District de Montréal

les 18 et 25 novembre 1914

HD1783
B15

La rénovation agricole (1)

LA QUESTION

La vraie, la seule question sociale est la question agraire, la question du sol; toutes les autres dépendent de celle-là.

Un économiste

Monsieur le Président, Messieurs.

Au début de la guerre actuelle, Son Excellence le duc de Connaught déclarait à Toronto que "ces époques trou-"bles et critiques par lesquelles passent les peuples offrent, "par ailleurs, de superbes occasions d'initiatives utiles et de "développements avantageux; qu'elles font découvrir des "possibilités étonnantes de promouvoir le bien général et "particulier."

Devançant en cela les hommes d'affaires de la vieille Angleterre, dont le motto est "Business as usual, that is "patriotism," notre gouverneur faisait appel à l'attention, à l'esprit d'entreprise et à l'action des Canadiens pour la raison qu'en temps de guerre, le pays, qui a l'avantage de poursuivre l'exploitation de ses terres et de ses industries, n'a qu'à le vouloir pour accroître indéfiniment le volume de ses exportations et donc de sa richesse. Quelle carrière magnifique est ouverte à notre jeune patrie, dont les ressources naturelles pourraient être développées pour ainsi dire à l'infini!

De même, en temps de guerre, certaines vérités économiques sont plus faciles à saisir, comme par exemple la nécessité d'augmenter la production alimentaire, quand la

(1) Le Canada produit par acre moins que tout autre pays, excepté la Sibérie russe. Cette année la production est moindre que jamais. — Les statistiques..

famine est à nos portes; et encore le besoin pressant de trouver de l'emploi aux "sans-travail," lorsque, par milliers, ils menacent de troubler l'ordre social en violant la propriété.

Et puis, les passions politiques font trève en face du danger; les volontés, stimulées par l'instinct de la conservation, savent mieux s'unir vers un objectif commun; bref le temps est propice à une action féconde et durable. Or pour obtenir des résultats sérieux, il faut un programme et une organisation quelconques répondant aux exigences créées par l'état de guerre et propres à nous faire tirer, aujourd'hui comme à l'avenir, le meilleur parti possible de la situation.

Quand on songe à la destruction formidable de vies, de richesses diverses, d'oeuvres incomparables édifiées au cours de longs siècles, par laquelle va se solder la lutte actuelle, l'esprit reste confondu et porté au découragement. Cependant, l'expérience de tous les temps l'a démontré, il reste une ressource immense, qui, seule, a pu soutenir et relever nos premiers parents tombés en disgrâce; une ressource créatrice, capable de restaurer à peu près toutes choses, c'est le recours à l'exploitation du sol, à la culture de la terre, cette grande nourricière du genre humain. Si la guerre signifiait pour nous "l'occasion" de rétablir l'équilibre entre la production et la consommation, elle ne serait pas, après tout, un aussi grand malheur.

Vous ne trouverez donc pas étrange, messieurs, qu'en une période aussi critique, j'aborde un tel sujet, que j'étudie avec vous la question de l'accroissement de la production agricole par la culture intense; et cela dans le triple but d'abord de fortifier d'une façon générale la position des Canadiens par la conquête du domaine agraire; secondement de faciliter la participation de notre pays à l'oeuvre du jour, qui est le ravitaillement des troupes alliées (1); et

(1) "L'art de la guerre n'est rien sans l'art de subsister". —Vauban.

enfin comme moyen d'élargir et de multiplier, sous une forme acceptable, l'hospitalité que tous nous sommes anxieux d'offrir aux victimes héroïques de la guerre. Inutile d'insister sur la noblesse de ces motifs: elle est de toute évidence.

Que s'il était besoin d'une autre justification pour traiter devant cette Chambre un sujet d'économie sociale, j'ajouterais, M. le Président, que, non-seulement vous m'en avez fait l'invitation, mais que vous-même avez mis la question à l'ordre du jour, en janvier dernier, dans votre discours d'inauguration, où se trouve le bilan de la situation économique de notre pays, de notre province et de notre ville, en même temps qu'un éloquent appel en faveur d'un développement agricole *urgent,* comme moyen d'abaisser le coût excessif de la vie.

D'autre part, je tiens à observer que c'est en qualité de membre de cette Chambre, titre dont je m'honore, que je lui soumets ces quelques notes, et non pas comme représentant d'intérêts étrangers de quelque nature que ce soit. A ce propos, il me revient un souvenir précieux de ma réception comme membre de la Chambre de Commerce du District de Montréal. Rencontrant un jour dans la rue cet homme bon et dévoué, qu'on appelait "Joson Perrault," comme on aurait dit, tout court, Cartier ou Laurier, il me demanda à brûle-pourpoint: "Pourquoi ne feriez-vous pas partie de notre Chambre de Commerce?"—"Mais, lui dis-je, je ne suis point dans le commerce!" — "Ça ne fait rien, répondit-il; il faut encourager une oeuvre canadienne". — "Eh! bien, répliquai-je, si ce n'est pas plus difficle que cela, j'accepte; un tel motif en vaut bien un autre." A la séance de la semaine suivante, il se faisait mon parrain et j'étais admis membre.

Mais il me fallut peu de temps pour comprendre que "l'obligé," dans cette affaire, n'était pas la Chambre de

Commerce du District de Montréal. Que, tout au contraire, l'avantage se trouvait de mon côté, à cause des questions vraiment importantes soumises à sa considération et des sujets aussi intéressants que variés traités par des spécialistes compétents. Enfin que cette institution, réellement "canadienne" de caractère, était une véritable tribune, dont les orateurs avaient l'oreille d'un public sérieux. Qu'elle était capable, par l'autorité de son journal et de ses membres, de propager des principes sains, aussi bien que de défendre des causes utiles et justes. Bref, que son rôle était bienfaisant et de nature à rendre d'inappréciables services à la société.

N'étant ni marchand, ni même homme d'affaires, mais un simple profane parmi vous, je me crois excusable de tenir ici de tels propos, n'auraient-ils d'autre excuse que celle d'être véridiques et absolument sincères. En tout cas, je demande pardon pour cette digression et je m'empresse d'entrer en matière.

Le développement agricole de notre pays par la vulgarisation de la culture intense et la pratique des industries connexes à l'agriculture, voilà, pour moi comme pour bien d'autres, le levier par excellence, le ressort magique qui devra relever cette dernière et lui rendre la place dûe à son importance et à sa dignité, je veux dire la première. Déjà l'idée est en marche; et il est consolant d'observer combien, depuis quelques mois, le Canada entier s'intéresse au problème de l'expansion agricole. C'est la question du jour, le thème favori des compétences de toutes sortes et de tous degrés. On peut dire justement qu'elle a une "bonne presse", et il s'est amassé en peu de temps, à cet égard, une littérature considérable, qui s'accroît sans cesse. Chacun s'efforce de jeter le plus de lumière possible sur un sujet qui touche par tant de côtés à notre vie sociale et l'affecte d'une manière aussi vive, aussi profonde. J'en profiterai

pour abréger mes propres observations, me bornant à exposer brièvement ce qu'on entend par culture intensive et à indiquer les moyens de la vulgariser parmi nous.

LA CULTURE INTENSIVE

Les agronomes la définissent généralement comme "celle qui s'efforce de tirer, le plus économiquement possible, les rendements les plus rémunérateurs dans un territoire limité." L'exploitation de nos jardins en fournit une idée approximative; et le bon Lafontaine, dans sa fable "Le laboureur et ses fils," en décrit ainsi les principales opérations:

> "Remuez votre champ dès qu'on aura fait l'oût:
> Creusez, fouillez, bêchez; ne laissez nulle place
> Où la main ne passe et repasse."

le tout pour en arriver, moyennant un peu plus de travail, au résultat que "la terre en rapporte davantage." N'est-ce pas magnifique? Je conseillerais la lecture entière de cet apologue aux jeunes cultivateurs d'aujourd'hui pour leur faire constater combien ce fin plaidoyer en faveur de l'attachement à l'héritage familial s'applique aux "lâcheurs" de tous les temps.

Aussi bien, on ne conteste guère à présesnt que la culture intense accroisse de beaucoup la somme des produits de la terre, surtout ceux de l'alimentation, et que leur valeur marchande en soit accrue en proportion. On admet couramment qu'elle rapporte

de $100 à $150 l'acre pour le tabac, les tomates;
" 200 " 300 l'acre pour les patates, le maïs sucré, les fèves à beurre;
" 300 " 400 l'acre pour le céleri, les asperges, les fraises;
" 500 " 1000 l'acre pour les petits pois, les melons, les pommes et autres cultures de verger.

Je ne mentionne que pour mémoire les abeilles, les volailles, les lapins, dont l'élevage rapporte des profits rémunérateurs.

EXEMPLE A SUIVRE

Ce qui se fait sur trente arpents de terre

La "Semaine" de Grand'Mère, après avoir reconnu que les expositions agricoles peuvent être une excellente chose, voudrait que des leçons pratiques d'agriculture fussent données à nos cultivateurs.

Puis elle nous démontre ce qui peut être fait, avec du travail et de la science, sur une terre de qualité inférieure et cite l'exemple de la ferme de la "Laurentide Co." de Grand'Mère, située au nord de la Petite-Rivière. Cette ferme, qui est dirigée par un jardinier diplômé de l'école de Grignon (France), comprend trente arpents de terre: on y fait de la culture intensive. Voici ce qu'on y cultive.

SALADES.—De mai à octobre, il y a continuellement 3,000 pieds de salades qui poussent, sont récoltés et remplacés en sept semaines environ.

Cela fait un total de 10,000 pieds en tout, sur un demi-arpent de terrain.

Le jardinier en encave, de plus, 30,000 pieds pour l'hiver. Les salades d'été se vendent 10 cts au printemps, et 5 cts plus tard, 7 cts en moyenne. Celles d'hiver valent 15 cts

Valeur moyenne de ce demi-arpent: $1,780.80.

CHOUX.—Trois arpents de la ferme "Laurentide" sont couverts par 11,000 choux d'été, valant $1.25 la douzaine. Trois arpents et demi sont plantés de choux d'hiver, valant 18 cents pièce. Ajoutons près d'un arpent de 3,000 choux-fleurs, à 15 cts la pièce, et 2,000 choux de Bruxelles, à 20 cts, couvrant un demi-arpent.

POIS.—Les cinq espèces: "Not Excelsior", "Little Marvel", "Stratagème", "Téléphone", "Gradus", occupent près de trois arpents, et, à 8 cents la pinte, donnent à peu près $150 à $160.

CAROTTES.—Deux arpents, donnant près de $400.

BETTERAVES.—Un demi-arpent, rapportant à peu près autant.

FEVES A BEURRE.—Un demi-arpent, à 10 cts la pinte, est censé rapporter $70.

CELERIS.—12,000 pieds en six tranchées, couvrant un demi-arpent, à 12 et 15 cts le pied, valant près de $1,400.

CONCOMBRES.—50 pieds, qui représentent près de $100 sur 1-10 d'arpent.

CITROUILLES ET POTIRONS.—Un tiers d'arpent, $100.

RADIS.—Semis tous les huit jours, sur un demi-arpent qui rapporte $150.

PATATES.—150 minots de semés, sur 11 arpents, seront censés rapporter environ $1,000.

TOMATES.—Un arpent sur lequel 2,000 pieds de tomates, à une moyenne de 10 livres de tomates par pied, doivent valoir $150.

Le reste des 20 arpents est employé à la culture d'autres légumes: poireaux, oignons, asperges (non encore productives), persil, cerfeuil, sauges, rhubarbe, savory water, etc., ayant à peu près une valeur de $300.

Si nous faisons le total des sommes représentées par ces différentes cultures maraîchères, nous obtenons le chiffre de $7,640.

Divisées par 32 arpents, elles représentent le beau revenu de $283 à l'arpent, soit 10 fois ce que rapporte le même terrain en foin ou avoine.

La "Semaine" recommande au gouvernement de dépenser moins d'argent pour les expositions agricoles, mais d'en consacrer davantage à l'achat de terrains, où le gouvernement établirait de bons jardiniers français, écossais ou autres. Leur travail serait pour nos gens plus intéressant que toutes les conférences agricoles possibles.

De plus, le confrère prétend que ce serait là l'un des meilleurs moyens de réduire le coût de la vie, en mettant sur le marché, en plus grande abondance, les produits de la terre, légumes, fruits, etc.

L'année dernière, le "GLOBE", de Toronto, rapportait un fait bien intéressant. A l'Union Agricole et Expérimentale de Guelph, disait-il, il a été démontré que sur une petite ferme de deux arpents et demi, cultivés d'une manière intense, en tirant parti de tout, le propriétaire avait réalisé un profit net de $2,700 par année et, en outre, avait fourni à sa famille des légumes, du lait, du beurre, des oeufs, du miel et toutes les choses nécessaires dans un ménage.

De son côté, le "Telegraph", de St-Jean, N.B., disait: "Les cultivateurs du Canada et des Etats-Unis doivent étudier les méthodes européennes, s'ils veulent rendre leurs champs véritablement productifs. Les Anglais et les Belges donnent de la valeur au plus petit coin de terre. Le "Ledger", de Philadelphie, expose la situation en ces termes: "Tandis que nous nous vantons de nos progrès agricoles, nous ferions bien de jeter un coup-d'oeil sur le "Crop Reporter". En consultant ses chiffres, nous verrons qu'en fertilité, les Etats-Unis n'occupent que le dix-huitième rang et que la Belgique se range au premier. Nous pourrions, avec de l'intelligence et un travail patient, arriver aux mêmes résultats et nous ajouterions ainsi *dix billions de dollars par année* à la richesse nationale."

Plus que partout ailleurs, la culture intense et ses effets

bienfaisants sont nécessaires dans le district de Montréal, où la production s'est trouvée désorganisée par la fièvre de la spéculation immobilière. Depuis une dizaine d'années, on estime qu'environ trois cents fermes ont été loties dans l'île de Montréal seule, avec un nombre égal d'autres dans les paroisses adjacentes. Il en est résulté un déficit considérable dans la récolte des produits maraîchers; la population de notre ville dut recourir à l'importation pour s'en approvisionner. Peu de chose cependant a été fait pour remplacer la culture disparue: c'est d'une belle insouciance.

La culture intensive possède une autre qualité non moins précieuse: celle d'attacher à la terre une population beaucoup plus forte, qui en tire sa subsistance et aussi celle des autres classes de la société.

Si notre ville et tous les centres populeux passent, depuis quelques années, par une véritable crise de l'alimentation, la cause principale en est justement due à la rupture de l'équilibre normal, qui doit exister entre le nombre de citoyens livrés à l'exploitation du sol en qualité de *producteurs* et celui des autres classes composé de la masse des *consommateurs*.

On s'est moqué longtemps d'une armée dont tous les membres, ou peu s'en faut, étaient décorés du titre de "colonels". Du train qu'on y va chez nous, il n'y aura bientôt plus que des consommateurs. C'est-à-dire que l'abandon de la terre, par ses effets déprimants sur le volume de la production, devient une [illegible]itable plaie sociale.

Tout le monde s'attable au banquet des cités pour *consommer* des aliments que la glèbe se refuse à *produire*, double phénomène désigné par les termes connus de "congestion des villes" et de "dépopulation des campagnes".

C'est le règne du désordre économique, ni plus, ni moins.

Certes, on aurait tort de ne voir que du mal dans l'afflux des citoyens des campagnes vers les villes. En toutes choses, il vaut mieux se garder des opinions extrêmes, ou intransigeantes, qui conduisent à des conclusions erronées. Ainsi l'affluence, à Montréal, de certains éléments professionnels, commerciaux, industriels, ou même de la simple main-d'oeuvre, est parfois hautement utile et profitable. Il suffit de regarder autour de soi pour distinguer des hommes de valeur sortis de la classe rurale et qui excellent aujourd'hui dans les carrières les plus diverses.

La grande industrie doit aussi nécessairement se développer; et il faudrait être aveugle pour méconnaître l'extraordinaire expansien atteinte jusqu'ici par notre métropole et le brillant avenir qui lui est destiné sous ce rapport. Seul, l'excès, qui rend mauvaise une chose bonne en soi, doit être redouté et prévenu. Or, le fait crève les yeux: nous avons parmi nous, dans le moment, un excès de population, qui cause de réels embarras. L'exode exagéré des cultivateurs vers les centres urbains, superposé à l'afflux encombrant des cosmopolites venus d'ailleurs, devient fortement dommageable et à ces centres et aux campagnes elles-mêmes. C'est l'acheminement inévitable vers le paupérisme avec son cortège ordinaire de faméliques turbulents, capables des pires désordres, quand ils sont exaspérés par le besoin. C'est à quoi l'on peut s'attendre dans les conditions présentes, aggravées par la plus terrible guerre qui ait jamais désolé l'univers. A la vérité, le problême devient aigu, angoissant.

On dira peut-être que le développement des grandes cités produit presque toujours tels effets, en attirant les

foules, et que, dans l'occurence, le but est dépassé. C'est la thèse de ceux qui renvoient aux autorités locales la tâche de maintenir l'ordre du mieux qu'elles pourront. Elle est contestable.

Vaut autant le dire tout de suite, il y a un autre facteur important dans l'éclosion de la crise de congestion, que nous avons à confronter ici: c'est l'action de notre système d'immigration, organisé de manière à rassembler, dans les grands centres, les déchets des éléments importés de l'étranger. Notre ville est spécialement favorisée (?) sous ce rapport. Il n'existe pas, à Montréal, d'organisaiton digne de ce nom pour attirer et placer dans le district les émigrants désirables; mais, en revanche, notre bureau fédéral d'immigration est parfaitement organisé pour recevoir et garder les malades et les indésirables. De fait, il n'est guère autre chose qu'*un hopital* et *une prison*, vers lesquels convergent naturellement ses clients spéciaux. Le bénéfice est mince pour nous.

Comme il y a quelque chose à faire dans le sens d'un amendement, nous en reparlerons plus loin.

EXODE RURAL ET SES RAISONS

Démontrer que, parallèlement à la congestion des villes, il existe un exode rural accentué est la plus simple des choses. Le recensement du Canada pour la décade 1901-1911 établit d'une manière officielle le fait dans vingt-six comtés de la province de Québec, dont quelques-uns, durant la dernière génération, ont vu diminuer de cinquante pour cent le nombre de leurs "habitants".

Le mal existe donc, et à l'état d'épidémie, ce qui aggrave sérieusement la situation. Etant connu, comment y remédier?

Diverses causes sont attribuées à l'abandon de la terre, que l'on a fini par considérer comme inévitable, thèse par trop absolue en soi et aussi par trop commode pour ceux qui ont la responsabilité de gouverner et de diriger la nation. C'est sous l'effet de ce dangereux fatalisme que des citoyens, au fond bien intentionnés, ont fini par croire et proclamer qu'il est inutile d'ouvrir des terres nouvelles à la colonisation, lorsque tant d'anciennes sont délaissées tous les jours. Quand même il n'y aurait pas de moyen connu d'enrayer, ou simplement de mitiger cette désertion des campagnes, il appartient aux hommes publics d'en trouver. Ils doivent y travailler avec courage et persévérance. La science ne s'est pas lassée, par exemple, de chercher un remède à "la peste blanche", (tuberculose); et, quoiqu'elle n'en aît pas encore découvert la cure radicale, elle ne réussit pas moins, en attendant, à atténuer les ravages du terrible fléau.

Mais, de fait, il existe chez nous des moyens de combattre efficacement l'abandon de la terre; et il est du devoir de la classe dirigeante de les étudier et de les appliquer le plus tôt possible. Il n'est pas admissible qu'une terre jeune et féconde, comme celle de notre province, puisse être condamnée à "mourir" de la façon décrite par René Bazin en des ouvrages connus au Canada. Tout récemment, dans un journal hebdomadaire, le nouveau secrétaire de cette Chambre indiquait, sous sa signature, la rénovation agricole par la culture améliorée comme un excellent moyen de remettre les choses en l'état, spécialement au point de vue du coût de la vie. Tout en réfutant victorieusement les prétentions du "Bulletin de la Commission de Conservation", il donnait la synthèse du programme et des méthodes à suivre pour atteindre le but cherché. Je ne saurais mieux faire que d'y référer les membres de cette Chambre en émettant le voeu que M. Lorrain poursuive, au

profit du public, ses études d'économie sociale.

L'argument favori, je dirais fatidique, de ceux qui proclament l'inutilté des efforts tendant à garder à la terre les gens de chez nous se résume à prétendre que les causes de leur exode sont d'ordre moral; que, les Canadiens aimant le plaisir, le luxe et la vie facile, les villes, qui offrent tout cela, exercent sur eux une fascination irrésistible. Je l'admets dans une certaine mesure. Mais que répondraient les tenants de cette opinion, si on leur démontrait qu'en réalité une bonne partie des déracinés prend une tout autre direction que celle des villes? Qu'on les retrouve, par exemple, conservant leur état de cultivateurs, dans d'autres paroisses du Québec, dans les régions de colonisation, dans la province d'Ontario et celles de l'Ouest, et jusque dans les plaines éloignées de la république voisine. Devant un pareil fait, dont personne ne peut nier l'exactitude, que devient la théorie de l'attrait des villes?

Il y a donc d'autres causes, qui sont plutôt d'ordre économique.

Ayant, depuis longtemps, l'avantage de vivre dans un ancien district affecté du mal de la dépopulation, je me suis étonné d'abord qu'un tel phénomène eût lieu chez une classe d'agriculteurs relativement aisée et en possession de fermes assez fertiles. Suivant la méthode recommandée par Le Play, j'ai entrepris une enquête locale, qui m'a d'abord révélé le fait cité plus haut et découvert ensuite les raisons profondes de la désertion de nos plus vieilles campagnes. Cette étude se résume dans la proposition suivante: l'intérêt étant le grand mobile de la conduite des hommes, et les cultivateurs se rendant compte que leur occupation, telle que pratiquée, devient une carrière inférieure, ils s'efforcent naturellement d'en trouver une plus avantageuse.

Le mode d'exploitation suivi d'ordinaire à la campagne est défectueux. En tenant compte du capital investi sur une ferme, des dépenses pour les instruments aratoires et du salaire que doit représenter le travail de chacun, le fermier constate que ce salaire n'atteint pas celui qu'offre la grande industrie dans les villes. En un mot, le résultat ne répondant pas à l'importance de l'effort et à la somme des besoins à satisfaire, le départ devient une nécessité économique.

Les ouvriers des champs se divisent en trois catégories principales: 1o les métayers, ou "habitants" de chez nous, qui sont les propriétaires fonciers; 2o les aides-fermiers, ou employés de ferme, généralement "engagés" a l'année; 3o les journaliers, employés temporaires ou d'occasion, utilisés aux travaux variés de la culture. Il faut y ajouter, quoiqu'elle soit rare ici, la classe des directeurs de fermes, ou chefs de culture. Enfin appartiennent à la même carrière le personnel enseignant de nos écoles, les conférenciers et les inspecteurs, ou autres officiers d'institutions et d'industries diverses, reliées à l'agriculture.

Supposons un propriétaire de ferme ordinaire, c'est-à-dire dans une bonne moyenne, riche de huit à dix mille piastres, en terre (de 100 à 150 arpents), en bâtisses, bétail, machines, etc.; ayant, suivant la coutume, une progéniture de dix à douze enfants, dont quatre ou cinq garçons à établir comme fermiers et autant de filles à doter. Et étudions un peu comment il parviendra à placer tout son monde autour de lui, dans sa paroisse, en suivant le mode de culture en honneur.

Avec un peu de calcul et d'observation, le problème est de solution facile: notre homme, fût-il un héros, ne saurait y parvenir, à moins de déplacer quelques propriétaires voisins, ce qui n'aurait d'autre effet que de ramener les choses

au même point en laissant subsister, de fait, le fléau de l'exode.

Voyons, en second lieu, ce qu'il advient de la seconde catégorie, celle des aides-fermiers, ou serviteurs.

Autrefois, sur chaque ferme tant soit peu importante, on trouvait l'aide-fermier, mieux connu sous le nom "d'homme engagé." Il avait son logis, son jardin potager, sa vache, son porc, quelques volailles et autres menus privilèges tout à côté du propriétaire, qui lui payait en outre un salaire annuel alors peu élevé, mais régulier. Il avait, en somme, une existence passable, frisant celle de "l'aurea mediocritas" des poètes.

La vulgarisation de la machine agricole et la disparition graduelle des petites industries domestiques amoindrirent fortement l'importance et l'utilité de son rôle, auparavant celui de l'"homme à tou[illegible]e". Et, plus tard, l'offre d'un salaire supérieur dans les usines acheva de précipiter [illegible] déroute. La population rurale en fut diminuée d'un bon tiers, non pas au bénéfice des villes canadiennes alors sans usines, mais à celui des industries des Etats-Unis, qui furent durant cinquante ans notre grand pays d'émigration. Au début de l'essor industriel au Canada, pendant le dernier quart de siècle, l'exode terrien continua, mais en se repliant sur nos villes canadiennes, mouvement considéré comme un moindre mal. L'émigration, qui constituait à notre point de vue une perte totale, s'est muée en une simple migration, ou transport d'un endroit à un autre dans les limites du pays, dont l'effet le plus visible est un changement d'occupation et de genre de vie des Canadiens.

C'est ainsi, messieurs, qu'à mon humble avis, a fonctionné le mécanisme de l'émigration, cette plaie nationale, qui a fait le sujet de tant de discours et d'articles religieux, politiques et autres. Les causes morales n'y jouent qu'un rôle secondaire. Dans toute autre carrière que celle du

cultivateur, l'inconduite a sa répercussion sur le succès de l'individu; mais il n'est pas démontré, qu'au regard de l'abandon du sol, cet effet soit plus marqué ici qu'ailleurs. L'exode rural, je le répéte, est dû surtout à des causes économiques, dont la principale est le désir bien naturel de se créer une existence plus avantageuse.

Ces causes sont donc explicables et, dans une large mesure, tout à fait remédiables. Il s'agit simplement d'appliquer l'antique prescription: "Similia similibus curantur." Puisque l'agriculture n'a pas évolué aussi rapidement que l'industrie et le commerce; puisque la population qui s'y livre en est rendue à considérer cette carrière comme inférieure et pénible au point de vouloir s'y dérober: essayons donc de rétablir l'équilibre en remettant l'exercice de l'art agricole à son niveau réel, et en procurant à l'ouvrier des champs le confort qu'il espère trouver dans le domaine de l'industrie, qu'il est facile de mettre à sa portée par la création de petites usines en campagne. Pour aller à l'industrie, le monde délaisse l'agriculture: faisons donc de celle-ci une industrie véritable, la plus belle de toutes !

L'emploi général des machines aratoires ayant laissé des loisirs aux fermiers, quelques esprits prévenus les ont taxés de paresse, parce qu'ils ne profitaient pas de ce bon temps pour se livrer à d'autres travaux propres à grossir la production de leurs champs.

C'est une vilaine calomnie!

Leur manque apparent d'initiative et d'ambition tient au seul fait que les agents vendeurs de machines, pas plus que d'autres au reste, ne les ont instruits des "possibilités" offertes par ce nouveau régime. Ils "marquent le temps," faute de connaître mieux. La *direction* leur fait défaut. Pour savoir quelque chose, il faut l'avoir appris.

Tout bonnement!

L'EDUCATION AGRICOLE

Venons-en donc aux moyens essentiels propres à combattre la routine et à rendre la position de l'agriculteur aussi enviable que toute autre. En première ligne, se présente l'éducation, l'enseignement agricole.

On n'aime pas davantage l'agriculture, parce qu'on ne la connaît pas assez. Cette vérité, que déjà proclamait Virgile, s'applique autant à notre époque. Le doux poëte de Mantoue, qui jouissait du spectacle des villas et des jardins de la campagne romaine, ne pouvait se rendre compte du dégoût éprouvé par les cultivateurs, ses contemporains, pour leur propre état et exprimait sa surprise en ce vers éternellement cité:

"O fortunatos nimium, si bona sua norint agricolae!"

J'ouvre ici une parenthèse pour prévenir le reproche de faire de la poésie, du lyrisme même, en traitant un sujet de sa nature aussi matériel. Ma réponse est que les plus grands poètes sont ceux qui joignent à la richesse de l'imagination un sens profond de la réalité des choses. Ces qualités brillent au plus haut degré dans les églogues de Virgile et dans les fables de Lafontaine. Peintres merveilleux de la nature, ils sont en même temps des psychologues avertis; et, dans leurs oeuvres, se reflète l'âme de leur époque.

Encore une fois, on n'aime l'agriculture que dans la mesure où on la connaît.

MENTALITE A FORMER

Cet amour de la vie rurale doit être inculqué au futur agriculteur dès son enfance, en même temps que les premières notions de religion. Ensuite à l'école primaire, qui n'est, au point de vue de l'éducation, que le prolongement de la vie familiale. Il ne faut pas que le jeune cultivateur

grandisse comme un étranger dans la sphère où il est appelé à vivre, ignorant l'histoire, les traditions, la dignité, les devoirs et les privilèges de son état et de sa classe. Malheureusement, il en a été beaucoup ainsi dans le passé; et il est difficle de ne pas voir, au nombre des causes qui provoquent l'abandon du sol, la préparation éloignée reçue par l'enfant à ses premiers pas dans la vie. Orientons-le donc, dès le début, vers une vocation, qui est la sienne généralement parlant. Apprenons lui qu'il est destiné au "plus beau des métiers, celui qui dépend le moins des hommes, le soin et l'amour de la terre que le feu ne dévore pas, de la terre qui n'a pas de grèves et où il y a plus de sujets de pensées que les livres n'en ont dits depuis le commencement du monde". (1)

Dans certaines écoles de l'Ouest Canadien, on commence la journée en hissant le drapeau de la "Puissance" et en faisant chanter aux élèves, tête nue: O! Canada, terre de nos aïeux...

C'est un spectacle plein de grandeur et d'enseignement.

JARDINS SCOLAIRES

Vous avez peut-être entendu parler, messieurs, des jardins scolaires, imaginés pour donner aux élèves les premières notions de la culture intense. On y fait croître des fleurs, des légumes, des arbres fruitiers et quelques fois des plantes d'ornement, que les enfants transportent, plus tard, au domicile de leurs parents, après en avoir fait une exposition des plus intéressantes. (2) Bien entendue, c'est une institution charmante, plus propre à laisser dans les

(1) Bazin, "Le paysan de France".

(2) Voir le rapport très instructif de la "Première exposition Scolaire tenue à St-Casimir de Portneuf, le 12 septembre dernier," publié dans Le Journal d'Agriculture et d'Horticulture du 15 octobre 1914. Il existe aussi, à Verchères, un musée scolaire qui promet.

jeunes esprits des souvenirs ineffaçables, des attaches indestructibles au milieu qui les a vu grandir qu'à les bourrer de connaissances techniques. Mais elle est le point de départ d'une formation appropriée à leur état.

Je suggère humblement qu'on généralise le procédé dans nos écoles de campagnes et que, pour hâter son adoption, les commissions scolaires, ou le gouvernement de la province, ou, mieux encore, les deux conjointement accordent des prix, ou récompenses substantielles aux écoles qui posséderont les meilleurs jardins. Naturellement, l'autorité compétente devra déterminer, au préalable, un plan type, un programme et une direction aussi uniformes que possible dans l'accomplissement des conditions exigées pour l'octroi des primes. Quelques centaines de piastres ainsi réparties opéreraient des merveilles. Qu'on veuille bien en faire l'essai : les résultats seront surprenants.

STATIONS DE DEMONSTRATION

Comme second moyen d'éducation et de propagande agricoles, les fermes modèles en miniature, appelées communément fermes-exemples, ou stations de démonstrations, me semblent avoir la plus grande efficacité pour vulgariser promptement, parmi les masses, les méthodes de la culture raisonnée et progressive. Leur enseignement associe le genre pédagogique aux leçons de choses, aux démonstrations et aux exemples qui tombent sous les sens.

Qui redira la force morale de l'exemple ?

Les événements tragiques qui se passent en Europe viennent d'en fournir un spécimen frappant, encore qu'il soit des plus communs en ces temps d'héroïsme communicatif.

Placée à la lisière d'un bois qui offre un abri relatif, une compagnie d'infanterie française reçoit l'ordre d'avancer dans la plaine balayée à l'instant par un ouragan de mi-

traille et de feu. Une seconde, les hommes hésitent, conscients du péril affreux qu'il faut affronter. A cette vue, le capitaine s'avance le premier, allume tranquillement une cigarette et, se retournant avec le plus grand sang-froid vers sa compagnie: Voyons, les enfants, leur dit-il, venez-vous?!!... Et tous partent comme un seul homme, bravant mille morts pour exécuter une manoeuvre peut-être indispensable au succès commun.

Tel est, messieurs, l'effet tout-puissant de l'exemple. Il instruit et il entraîne; il stimule et il féconde l'effort de l'homme; il lui fait exécuter, à l'heure et de la façon requises, l'action qui s'impose. "Illustrant" le tour, la manière d'agir pour obtenir le succès désiré, il est le meilleur auxiliaire de l'intelligence et de la volonté, parce qu'il traduit l'une et l'autre en une oeuvre tangible.

Les fermes expérimentales ou de démonstrations devraient être multipliées et leur enseignement vulgarisé. L'organisation actuelle est remarquable par son insuffisance. A quoi peut servir une excursion, un pélerinage tous les cinq ou dix ans à la grande ferme d'Ottawa? D'autre part, les conférenciers agricoles passent dans nos campagnes sans guère laisser plus de traces que les nuages emportés par le vent. Les notions qu'ils s'efforcent d'inculquer peuvent être excellentes, mais sont trop espacées et manquent de démonstration pratique. Leur effet ressemble à celui des prospectus, ou des catalogues, sur lesquels le cultivateur jette un oeil distrait sans en prendre plus ample connaissance. Dans chaque comté, que dis-je, dans chaque paroisse, devrait se trouver une ferme propre à servir au conférencier pour ses démonstrations et être un exemple permanent pour tout le voisinage. Moyennant une légère rétribution ou prime de la part des autorités, ces dernières assureraient de la sorte un enseignement pratique et vraiment efficace. L'exemple sera toujours le levier le plus

puissant du progrès. N'est-ce pas par la fréquentation et le contact des cultivateurs écossais des cantons de l'Est que nos compatriotes y ont acquis des méthodes de culture incontestablement supérieures aux nôtres?

On donne en Europe à ces fermes modèles secondaires le nom de "fermes-exemples;" et les services qu'elles rendent sont inappréciables. Ce qu'on pourrait faire de bien dans notre province par la dépense intelligente d'un million, d'un tout petit million pour cet objet!—Je me contenterais, au besoin, d'une ou deux stations de démonstration pour chaque manège militaire construit au Canada, à seule fin de maintenir l'équilibre de choses, qui doivent se compléter et non s'exclure. (1)

Assurément les mânes de Cartier tressailleraient d'aise à la réalisation d'un tel voeu, car le fondateur de notre milice aimait aussi beaucoup la culture de la terre, à laquelle il conjurait les Canadiens de s'attacher... éperdument!

J'ai décrit ailleurs (2) ce qu'est la ferme-exemple, ou station de démonstration. Telle que pratiquée dans certaines campagnes françaises et belges, c'est un admirable organisme d'éducation et d'instruction agricole. Il n'est pas trop compliqué et d'imitation plutôt facile. Les représentants du ministère de l'agriculture sont chargés d'acheter, ou simplement louer dans une commune une ferme destinée à vulgariser les pratiques de cultures les plus profitables à la région. Elle est connne sous le nom de ferme-école, ou "moniteur". L'intendant, ou gardien en charge de la propriété choisie, est ter[illegible], par son contrat et moyen-

(1) Au budget de l'exercice 1914-15, une somme de $2,550,000 est attribuée à la [illegible] de salles d'exercices militaires, de baraques, etc.

(2) Conférence à l'Union Catholique de Montréal, le 18 février 1912, sur les "Causes générales de la vie chère et ses remèdes".

nant un prix arrêté, d'avoir à la disposition des gens te
grains de semence, plants ,engrais, échantillons, outils, etc.
de faire l'élevage de telles espèces de volailles, lapins, abeil
les, etc.; de garder tels animaux reproducteurs spécifiés. I
est tenu de recevoir tous les ans, durant une semaine ou da
vantage, l'ingénieur agricole, ou conférencier du gouverne-
ment, qui vient donner, sur place, un cours d'enseignement
pratique aux fermiers. D'ordinaire, la partie théorique du
cours se donne l'avant-midi. Le reste du jour est consacré,
sur le terrain, au dehors, aux leçons de choses, à l'applica-
tion des enseignements reçus le matin. Dans un endroit
propice à la culture de la pomme, par exemple, le professeur
enseignera tous les procédés propres à cette culture, depuis
l'ensemencement du pépin dans le sol jusqu'à l'empaque-
tage du fruit mûr pour l'expédition au marché. Ailleurs,
ce sera la culture du tabac, des tomates, du houblon, des
pommes de terre et autres plantes sarclées. Ailleurs
encore, on apprendra la mise en conserve des viandes, des lé-
gumes, des fruits; puis l'exploitation des féculeries, etc, etc.

La première visite du conférencier est fixée au mois de
mai, le printemps. Il en fait souvent une seconde en août
ou septembre, pour constater le résultat de ses leçons,
examiner la récolte obtenue et préparer les choses pour la
prochaine saison.

Tout le monde, hommes, femmes, vieillards, enfants
assistent à ces assises de l'éducation populaire, si bien orga-
nisée dans ces pays.

On imagine sans peine les résultats féconds de sembla-
bles méthodes, qui, règle générale, n'entraînent pas de frais
élevés. Sans doute, il en coûterait quelque chose pour éta-
blir d'emblée le "système" au Canada; mais il n'est pas
nécessaire de procéder à la vapeur et de tout entreprendre à
la fois. Nul district n'est plus favorable à une expérience
concluante que celui de Montréal pour les raisons déjà

signalées et particulièrement pour l'excellence de son marché. Avec la somme requise pour établir une ferme expérimentale, telle qu'on les comprend en ce pays, on pourrait organiser de douze à quinze stations de démonstration et avec combien plus de résultats pratiques! L'expérience en est acquise: les grandes fermes modèles ne servent qu'à une élite, par exemple à la formation d'un personnel enseignant. Elles sont d'accès trop difficile pour la masse du peuple, qui n'en retirera jamais ce qu'elles lui coûtent. Il n'en est pas ainsi des fermes-exemples, qui joignent aux avantages fournis par les premières celui d'un enseignement pratique autant que substantiel et tangible.

La collaboration des pouvoirs, fédéral, provincial, de district et même de paroisse, pourrait être mise à contribution pour réaliser, sans plus de retard, le projet le plus utile qu'on ait jamais soumis en ce pays. Pourquoi hésiter?

S'il m'en souvient, la Commission de Conservation l'avait adopté et fait sien, une année ou deux passées. L'a-t-elle oublié, ou renié, ou expérimenté ailleurs que dans notre province?

La chose est bien possible. Dans tous les cas, il est malaisé d'expliquer l'indifférence, pour ne pas dire la répulsion, qu'éprouvent à son égard ceux qui, par position, ont le devoir d'encourager le progrès de l'agriculture. Serait-ce une phobie?

Les fermes-exemples ont pourtant fait leurs preuves dans tous les pays assez avancés pour en user.

Au chapitre de l'éducation agricole, le temps me permet à peine de mentionner les écoles ménagères, si favorablement connues pour leur oeuvre bienfaisante, destinées à rendre de plus grands services encore dans l'avenir; les coopératives dont les réunions sont un foyer d'éducation mutuelle; les orphelinats agricoles, véritables pépinières d'agriculteurs et d'aides-fermiers futurs: deux institutions

que nos gouvernements n'encouragent pas assez. Et enf
je dois rappeler, toujours en vue du même objet, la prop
sition si souvent renouvelée en vain de transporter de
ville à la campagne le personnel des maisons de réform
pour le verser dans la carrière agricole.

Avant de clore mes observations sur le chapitre de l'édu
cation agricole, permettez-moi, messieurs, de proclamer
nouveau sa valeur comme moyen de développer notre prin
cipale industrie, celle qui occupe à elle seule cinquante
pour cent de notre population. En elle repose le grand es-
poir d'un renouveau capable de transformer un état de
choses, dont tous les patriotes sincères gémissent avec rai-
son. Cette entreprise requiert un effort énergique et per-
séverant, puisqu'il doit se prolonger durant au moins une
génération. Mais la victoire attend les courageux et les
vaillants qui s'y dévoueront de tout coeur. C'est une véri-
table campagne, une guerre à mort qu'il faut livrer à la
routine, aux préjugés, à l'ignorance, à l'incompétence et à
tous les obstacles qui contrarient notre marche à côté des
autres nations. N'oublions pas qu'il faut commencer par
le commencement, c'est-à-dire s'adresser tout d'abord à
l'enfant de nos petites écoles de campagne. Et cela pour
deux raisons principales : la première parce qu'il
n'aura peut-être pas l'avantage d'en fréquenter d'autre; et
la seconde, ainsi qu'on l'a vu, parce qu'étant né et destiné,
sauf exception, à cultiver le sol, la société a le plus grand
intérêt à le maintenir en son milieu naturel, tout en aug-
mentant dans la mesure du possible sa valeur et son bien-
être personnels.

Des foyers stables, habités par une race forte et féconde,
voilà la base la plus solide à édifier. Tout le reste viendra
par surcroît.

Et rappelons-nous enfin cette sentence d'un écrivain
sympathique aux Canadiens-français :

"L'abandon des campagnes est un crime contre la patrie, à peu près comme le serait l'abandon de la langue et de la foi des ancêtres."

MAIN-D'OEUVRE — BUREAU DE PLACEMENT

Immédiatement à la suite de l'éducation et servant à la compléter comme moyen de développer la production agricole, se place la main-d'oeuvre représentant la force physique ou l'instrument qui sert à exécuter les conceptions du cerveau.

Le manque de main-d'oeuvre est l'un des plus grands inconvénients dont souffre l'agriculture canadienne. A certaines saisons de l'année, les cultivateurs éprouvent de telles difficultés à s'en pourvoir, qu'ils en ressentent un fort découragement et se rebutent à la tâche. Nous avons vu précédemment de quelle manière disparaît la classe intéressante des aides-fermiers, dont l'emploi général des machines aratoires et la culture exclusive du foin et des céréales ont fait cesser l'utilité. On ne saurait évidemment compter au nombre des métiers réguliers celui qui n'a d'emploi que durant cinq ou six semaines de l'année. Ses membres, peu à peu, sont forcés d'adopter d'autres occupations.

Cependant il faut de la main-d'oeuvre pour implanter la culture intense dans nos campagnes. De là la nécessité d'une propagande organisée dans le but de s'en procurer; de là la nécessité de l'organisme connu sous le nom de "Bureaux de placement", dont l'objet est d'en recruter par des méthodes suivies. Il n'y a guère maintenant d'occupation ou de métier qui n'ait son bureau de recrutement et de placement.

A en juger par les besoins de l'agriculture dans le district de Montréal et ses environs, tel organisme devrait

exister depuis longtemps et fonctionner d'une manière très active ici. Or il brille par son absence; et cette lacune est des plus étrange à expliquer. Il s'agit, entendons-nous bien, d'un bureau de propagande, de recrutement et de placement agricoles, propre à faire naître et entretenir un vrai mouvement de retour à la terre; un bureau qui soit un centre d'informations et d'études, un foyer d'action efficace, doué d'initiative et de moyens proportionnés à la tâche.

La première application de son énergie devrait aller aux "sans-travail" de cette ville, qui étaient autrefois cultivateurs sur des fermes et qui seraient bien aises d'y retourner, si l'occasion leur en était offerte. Ce sont les plus dignes de sympathie, ceux auxquels nous devons l'application d'une charité bien ordonnée. (1)

Puis, comme contre-coup de la guerre, nous pouvons être sûrs qu'il arrivera bientôt beaucoup d'immigrants, dont un certain nombre tout à fait bienvenus et d'autres... qui le seront moins. Il faut se préparer à recevoir cette "visite", en essayant de distinguer les bons éléments des mauvais et d'encourager les plus dignes en laissant de côté les déchets, triste suite traînée par tous les groupes ethniques en marche. Depuis trop longtemps, grâce à une inconcevable inertie, nous nous contentons de voir passer à nos portes la bonne immigration, qu'on nous ravit, tout en gardant la mauvaise, que nous impose un système vicieux, contraire à nos plus chers intérêts.

La durée de la crise économique et de la guerre qui l'aggrave étant inconnue, la tâche de trouver à tout ce monde de l'ouvrage en dehors de la ville prend une importance immédiate et s'impose comme une nécessitépremière. La re-

(1) La Chambre de Commerce de Régina prépare des plans pour rendre à l'industrie agricole un grand nombre de cultivateurs qui ont émigré dans les villes.
"Le Temps" d'Ottawa, 9 décembre 1914.

cherche de positions et d'occupations convenables pourrait être facilitée par des annonces dans les journaux d'abord, puis par la correspondance directe avec les sociétés d'agriculture, les cercles agricoles, les coopératives etc, et enfin par les visites multipliées d'agents compétents. La publication de simples feuilles hebdomadaires ou mensuelles pour distribution aurait aussi bon effet.

J'admets que tel service aurait dû être établi dès le début de la crise, il y a près de deux ans. C'est dire combien nous sommes en retard et quels efforts il faut déployer pour regagner le temps perdu ; car le mal s'est beaucoup aggravé.

Je suggère donc que le pouvoir fédéral, par l'entremise du ministère de l'Intérieur, ou du Travail, ou de l'Agriculture, ou bien encore par leur *coopération* commune, soit prié *d'installer d'urgence,* à Montréal, un bureau de placement et de promotion agricoles à l'intention des nombreux "sans-travail," jadis cultivateurs, qui pourraient être renvoyés tout de suite à la campagne pour les utiliser dans des occupations diverses. Les Français et les Belges, déjà dans nos murs, comme ceux qui vont arriver dans un avenir très prochain, les suivraient sans peine. Il y a moyen de former ainsi une organisation capable de fonctionner efficacement dès la fin de cet hiver, temps où commencent les premières opérations de la culture maraîchère.

J'ai suggéré la collaboration du ministère du Travail, parce que le placement des ouvriers de la terre, comme celui des autres classes, l'intéresse directement et relève de la question de l'organisation du travail en génénral. Quant au ministère de l'Agriculture, l'opportunité de son intervention est évidente. Il devrait même exister, au bureau de placement projeté, une division dite de la "propagande agricole," contenant toute la littérature distribuée par ses employés à Ottwa, par les diverses fermes expérimentales et par toutes les institutions qui en relèvent.

Au demeurant, les divers ministères fédéraux ne devraient en aucune façon ressembler aux compartiments étanches d'un navire. Dans les circonstances que nous traversons, ils augmenteraient de beaucoup l'efficacité de leurs services respectifs par une collaboration rationnelle entre eux pour une oeuvre commune.

Mais, ce qu'il importe d'obtenir sans retard, c'est la reconnaissance du principe que Montréal doit posséder un bureau de placement agricole complet, capable de rencontrer les exigences actuelles, aussi bien que de nous faire participer, à l'avenir, aux bénéfices de la grande immigration, dont nous éprouvons depuis longtemps les seuls inconvénients. L'heure est arrivée de réclamer notre juste part de main-doeuvre agricole, dont l'absence a contribué largement à tenir notre province dans l'infériorité économique.

Ne l'oublions pas: des milliers de cultivateurs sont prêts à faire, demain, de la culture intense, si l'on veut bien mettre à leur disposition une main-d'oeuvre appropriée, à des prix raisonnables.

DISPOSITION ET DIVISION DES TERRES

La pratique de la culture intense exigerait une modification dans l'étendue et la forme actuelles des fermes canadiennes, qui sont tout en longueur et d'une superficie dépassant les besoins d'une exploitation de ce genre.

Sans doute, un grand propriétaire pourrait bien n'affecter qu'une partie de sa ferme à la culture intensive et conserver la balance comme ci-devant. Il pourrait également la transformer par degrés, au fur et à mesure qu'il lui faudrait établir ses enfants.

Mais, si l'on tient à vulgariser promptement le procédé, il serait à propos d'avoir à la disposition des acheteurs ou locataires un nombre convenable de ces fermes. J'ai men-

tionné déjà la "possibilité" dans ce sens qui s'offre aux compagnies ou aux individus, possesseurs de terrains à bâtir, dont ils ne pourront disposer avant plusieurs années. Des compagnies ou des particuliers pourraient également réaliser des profits en acquérant quelques cents arpents de terre pour les subdiviser en fermes de 15, 20 ou 25 arpents, destinées à la pratique de la culture intense. Il est parfaitement démontré que de telles fermes suffiraient à la subsistance d'une famille ordinaire et même à l'enrichir.

Dans l'Ouest Canadien, y compris la Colombie Anglaise, la Compagnie du Pacifique et quelques autres associations ont fait davantage. Elles ont construit les bâtisses et fourni le roulant indispensables en même que le terrain vendu ou loué. Dans certains cas, elles ont, en plus, avancé de l'argent aux acquéreurs, tout cela avec le résultat le plus heureux pour le rendement de leurs capitaux. Ces procédés indiquent un grand sens pratique; et je me demande si, d'ici à plusieurs années, la même spéculation n'obtiendrait pas un franc succès dans notre province. L'abeille industrieuse, recueillie dans une ruche à cadres dernier modèle, travaille plus vite et rend davantage que si elle est logée entre les quatre planches d'une boîte grossière, privée des soins du maître. Ainsi de l'homme à la recherche d'un foyer.

A ce propos, je suis heureux de signaler aux membres de cette chambre un essai du genre, tenté non loin de Montréal, à Saint-Isidore de La Prairie. Les terrains de la "Compagnie des Jardins" ont trouvé preneurs à bonnes conditions pour les actionnaires; et l'expérience eut été complète dès la première année n'eut été l'obligation, pour leurs fermiers, de répondre à l'appel du service militaire en Europe. Mais la compagnie n'entretient aucun doute sur le succès final de sa louable entreprise. A Boucherville, à

quelques arpents du village et à quelques milles des marchés de Montréal et de Maisonneuve, une autre société se propose d'entreprendre une expérience du même genre en faveur d'une dizaine de cultivateurs maraîchers, auxquels elle fait des propositions fort intéressantes. Ce serait une nouvelle manifestation de l'idée en marche. (1) Tout le monde devrait se réjouir de voir augmenter ainsi le nombre des petits propriétaires, surtout lorsqu'ils produisent autant et plus que les grands.

Et ces fermes, connues sous le nom de fermes déjà prêtes, ou demi-prêtes, offrent l'avantage inappréciable d'assurer d'emblée l'adoption des méthodes de culture les plus modernes et les plus perfectionnées. Sans aucun doute, l'initiative signalée plus haut est digne de tous les encouragements et trouvera des imitateurs. Elle devrait se répéter à des endroits multiples, dans un rayon d'une trentaine de milles de notre métropole.

Avis aux gens d'affaires et aux patriotes de poursuivre la réalisation d'un tel programme. En toute loyauté, je ne saurais les y induire sans les prier, en même temps, de suivre les règles ordinaires de la prudence en affaires. L'écueil le plus à craindre en celle-ci serait un désir outré de spéculation d'une part, et, de l'autre, une inexpérience en fait de culture capable de compromettre le succès final.

Un homme averti en vaut *dix* !

---

(1) Depuis le 25 novembre, date de cette conférence, le projet a pris corps. Des terrains d'une dimension restreinte sont mis en vente par "Le Crédit Immobilier de Boucherville" et une aide importante est fournie pour les premiers frais d'installation. Les travaux vont commencer de bon printemps.

ORGANISATION INDUSTRIELLE DE L'AGRICULTURE.

Dans le domaine de l'industrie proprement dite, il y a mieux à faire encore; et je serai bien étonné si le besoin de produits alimentaires causé par la guerre n'amène pas le développement rapide de manufactures de conserves, de vêtements et autres plus ou moins directement liées à l'industrie agricole.

Au premier rang, dans le Québec, apparaît l'industrie laitière, en pleine floraison, puisqu'aux grandes expositions de Toronto et d'Ottawa, en septembre dernier, tous les premiers prix ont été remportés par nos beurres "canadiens." (1) Saluons en passant cette belle et riche industrie et ses intelligents promoteurs, tout en exprimant le souhait qu'elle double et triple sa production. Avec des terres d'une telle étendue, par la pratique de l'ensilage et la culture des plantes sarclées, nos "habitants" pourraient augmenter suffisamment le nombre de leurs vaches laitières pour obtenir ce résultat.

Il est une autre industrie aussi féconde, aussi profitable, qu'une expérience malheureuse au début a reléguée dans un disgrâce imméritée, je veux dire l'industrie du sucre de betteraves. Il n'y a pas de doute pourtant qu'elle est très praticable au Canada, comme en Allemagne, d'ailleurs, dont elle constitue une des principales sources de richesse. Notre climat offre même à ce point de vue un avantage marqué, puisque la période d'activité des usines y est plus longue de deux mois, la matière première n'entrant ici en fermentation que vers la fin d'avril. Dans le cas d'une reprise, au lieu de promettre une somme de ..... pour la construction des usines, il

(1) La Société Coopérative des Fromagers de la Province de Québec, à la dernière exposition de Toronto, a remporté 20 prix sur 26.

vaudrait peut-être mieux accorder une prime raisonna
par tonne de produit manufacturé. Outre l'obtention d'
article de première nécessité, l'établissement de l'indust
betteravière activerait ici l'élevage du bétail, très fria
du résidu de pulpe laissé par le traitement de la matiè
première.

La culture du lin et le tissage de la toile, si chers au
anciens canadiens, ne pourraient-ils donner l'essor à une in
dustrie profitable de nos jours? Je pose la question, qui vau
la peine d'être étudiée. Cette culture, comme celle de l
betterave, améliore la terre et favorise l'élevage du bétail
L'industrie du tissage emploierait des milliers d'hommes
et, de concert avec celle du sucre, opérerait, dans nos cam-
pagnes, une évolution profonde.

Les journaux signalent le projet d'un manufacturier
belge désireux de transporter son industrie au Canada, s'il
y trouve de l'encouragement. Il n'a qu'à se présenter: je
connais, à deux pas de cette ville, un endroit idéal, dont les
citoyens sont anxieux de lui fournir un concours efficace
sous forme d'un vaste terrain, d'exemption de taxes, d'oc-
troi de force électrique et autres choses encore...

Assez souvent, la culture des légumes et des fruits,
tels que choux-fleurs, oignons, tomates, concombres,
fèves à beurre, petits pois, fraises, prunes, framboises,
groseilles, etc., produit une récolte tellement abondante
qu'on ne saurait l'écouler au marché local voisin. De là
naît l'industrie précieuse des conserves, susceptible de
s'étendre, en certains cas, aux viandes de porc, de volailles,
etc., et dont le but est de conserver cette surproduction
pour en disposer à loisir, plus tard, selon les circonstances.
Chaque localité, capable d'une production même ordinaire,
devrait posséder un établissement de ce genre, afin de tirer
parti de toutes les ressources du sol en stimulant le travail
de chacun. A la suite d'une grosse récolte de tomates, en

partie perdue l'automne dernier à Contrecoeur, des citoyens entreprenants de la localité viennent de décider l'érection d'une manufacture de conserves, destinée à rendre des services signalés. Car le sol de cette paroisse est éminement propre à la petite culture, dont le développement sera tout à fait bienfaisant.

Honneur aux hommes de progrès!

Le tabac est un autre article de consommation générale, dont la production est de beaucoup inférieure à la demande. Pourtant la culture en est payante; et je connais tel district, autrefois pauvre et endetté, qui s'est enrichi à l'exploiter. On ne se contente pas d'y faire pousser la plante en abondance, mais on la transforme sur place. Ainsi se sont élevées, à St-Jacques-de-l'Achigan, à Saint-Lin et autres endroits, des manufactures de tabac en opération durant toute l'année et payant de bons dividendes à leurs actionnaires, tout en donnant de l'emploi à une nombreuse main-d'oeuvre.

Dans ces comtés, la dépopulation est arrêtée et le mouvement contraire en voie de s'accentuer.

Il me serait facile, messieurs, d'allonger la liste des produits agricoles, qu'on peut manufacturer sur place. Qu'on s'adonne donc enfin à ces opérations salutaires, qui rendront en peu de temps le pays capable de se suffire à lui-même au lieu de compter toujours sur autrui.

L'industrie agricole proprement dite et ses diverses industries connexes offrent le champ d'exploitation le plus vaste, le plus varié et en même temps le plus stable qui soit au monde. Pendant que les exploitations manufacturières finissent par disparaître avec les éléments et la matière première qui les constituent, l'industrie agricole et ses dérivés puisent dans la terre des sources de vie toujours renouvelées et conservent ainsi une jeunesse perpétuelle.

Quelle admirable fontaine de Jouvence réside en elle!

Mettre à sa portée, à la campagne, les avantages que cultivateur vient chercher à la ville, n'est-ce pas le meille moyen de prévenir son déplacement? Le développeme des industries agricoles est ce moyen, qui est très effica pour combatttre l'abandon du sol. *Similia*...

ORGANISATION COMMERCIALE DE L'AGRICULTURE

Les relations du commerce et de l'agriculture ne sont pa à démontrer. Elles sont si étroites, si intimes qu'elles semblent bien faire partie d'un même mécanisme. A tel point qu'en certaines occurrences, l'on se demande si en faisant de l'agriculture, on ne fait pas du commerce, et *vice versa*. L'un et l'autre doivent donc travailler d'accord, puisqu'ils concourent au même but.

Certes, je n'ai qu'à me louer de l'extrême bienveillance avec laquelle les membres de cette chambre accueillent mon humble effort. Mais je me rends bien compte du péril qu'il y a pour moi de traiter mon sujet au point de vue technique. Aussi m'en garderai-je bien, me contentant d'en effleurer les grandes lignes, celles en contact direct avec la production agricole de ce district et qui sont de nature à influer sur la cherté de la vie.

Au nombre des agents les plus puissants de l'échange et de la distribution des effets commerciaux, se trouvent les voies de transport. De la facilité offerte à la livraison des denrées dépend, parfois dans une grande mesure, leur prix de vente. L'Ouest, qui se plaint amèrement du tarif de ses chemins de fer, en a fait l'expérience. Le mal n'existe pas ici dans la même direction: il provient plutôt de l'insuffisance ou de l'absence de routes vicinales donnant accès au marché de la ville, qui est en même temps un centre d'exportation. Inutile de songer à la culture intense sans avoir

de bons chemins. Sans eux, le cultivateur est retenu captif, loin du marché local, et devient aisément la proie des intermédiaires de tout calibre. Ses produits n'arrivent plus au consommateur que défraîchis et hors prix. Quelques fois même, il perd sa récolte entière, faute de main-d'oeuvre et de communications adéquates.

On a compris tout cela, *enfin*, et des efforts notables sont dirigés dans le sens d'une amélioration réelle. Mais quelle tâche herculéenne s'impose au peuple de la province de Québec! Le coût du canal de la Baie Georgienne ne dépassera guère le montant requis pour nous doter d'un système complet de voirie; et cette dernière entreprise ne le cède que peu en importance au grand projet national si vaillamment défendu par notre chambre canadienne. C'est dire que l'oeuvre en question appelle instamment tous les concours possibles. Autrement, on n'en finira jamais.

Il est à espérer qu'à la suite d'une classification rationnelle, le fédéral fera sa part et que le provincial accroîtra, par degrés, l'efficacité de son organisation. De même aussi les municipalités rurales. Ailleurs, on utilise avec profit le travail des détenus: peut-être les circonstances permettront-elles bientôt d'en faire autant ici. On a encore suggéré d'employer au même ouvrage les étrangers qui sont en panne dans notre cité, surtout si la guerre les y retient un long terme: l'idée est excellente; et j'en suggererais l'application pour rétablir l'ancienne "route militaire" conduisant autrefois de Montréal à Saint-Jean comme essai.

En somme, quelque formidable que soit l'effort nécessité pour la restauration de notre voirie, il n'y a plus à reculer. C'est la conclusion à laquelle avait conduit feu l'Honorable M. Tarte l'étude de nos moyens de transport. "Pour pro-"mouvoir le progrès de l'agriculture, disait-il, je n'hésite-"rais pas à agir avec plus de vigueur que pour n'importe "quelle autre de nos industries. Nous sommes en arrière

"sous ce rapport: donc il faut se hâter de pousser à la roue, "pousser de toutes nos forces... L'intérêt agricole est le "plus considérable que nous ayions dans cette province: "notre plus sûre richesse est dans le sol".

Comme les mauvais chemins, les mauvais marchés (halles) favorisent la multiplication des intermédiaires, lesquels, en prélevant leurs profits ou commissions, contribuent à accroître la cherté des aliments, par conséquent la cherté de la vie. Il est donc du devoir des villes d'encourager la foule des petits fermiers à apporter et vendre leurs produits sur des marchés d'accès facile, organisés d'après des méthodes rationnelles. C'est un des côtés du commerce agricole, et il a plus d'importance qu'on ne le croit généralement. A part leur qualité de citoyens électeurs, les membres de cette Chambre sont parfaitement justifiables de s'intéresser à l'amélioration des marchés de leur ville, parce que la question est du domaine du commerce.

Je ne voudrais blesser personne; mais il me semble que l'état de notre principal marché, à Montréal, le marché Bonsecours, laisse à désirer. On devrait ou l'agrandir ou lui donner des succursales, ou peut-être accomplir les deux opérations à la fois, ce qui ne serait pas du luxe. Il n'est pas admissible qu'on persiste à forcer les fermiers à venir s'entasser et s'étouffer dans ce bas de côte, qu'est l'étroit espace compris entre le fleuve et l'hôtel-de-ville, espace déjà monopolisé aux trois quarts pour les besoins de la grande navigation.

Voila un bel exemple de routine, que les plus routiniers des cultivateurs pourraient nous envier. A bon entendeur, salut!

Outre les marchés municipaux ordinaires, il y a les comptoirs de vente pour la distribution de plusieurs produits agricoles destinés aux grands centres et à l'exportation. Il serait opportun d'en étudier le fonctionnement pour en

encourager la multiplication, s'il y a lieu. D'après ce qu'on en dit, ils seraient propres à supprimer quelques intermédiaires, et donc à diminuer la cherté de la vie.

Enfin il existe un autre système comprenant à la fois l'exposition et la mise en vente des animaux et autres produits de la ferme, naturels ou manufacturés. Tenant beaucoup du genre de la foire, telle qu'en honneur dans les pays de l'Europe, il attire de grandes foules de curieux et d'acheteurs; et l'on y transige des affaires pour des montants élevés. A titre de renseignements, je citerai l'exposition de printemps du comté de Huntingdon, tenue au chef-lieu. On ne peut en être témoin sans remporter l'impression que cette sorte d'exposition et de vente publique ne contribue, de sa nature, à stimuler l'élevage du bétail, le développement des industries agricoles et le progrès général d'un district.

Tout autre, par ses conséquences, est le commerce effréné des animaux de boucherie, qui se poursuit au Canada depuis la modification du tarif américain et relègue dans l'ombre, comme maladresse, l'histoire de la poule aux oeufs d'or. Dans l'automne de 1913, plus particulièrement dans les comtés voisins de la frontière, y compris les environs de Montréal, on a pu contempler cet exode d'un nouveau genre, qui déjà faisait penser à l'approche de la guerre. Boeufs, vaches, moutons, cochons, veaux maigres et génisses *idem*, sans parler des volailles, du beurre et des oeufs, tout prenait le chemin des Etats-Unis. On se serait cru au cours d'une liquidation, d'un encan général, ou d'un déménagement en masse. Les trains de chemins de fer étaient bondés de nos dépouilles opimes.

Heureusement qu'un arrêt de la douane américaine vint "suspendre", sous prétexte de maladie contagieuse de notre bétail, cette brillante opération commerciale de notre part, si propre à diminuer (?) le coût excessif de la vie. Mais

elle peut recommencer du jour au lendemain, selon le bon plaisir ou le besoin de l'"Oncle Sam", qui souffre du même mal.

En effet: "Depuis 1907, (1) le nombre des boeufs élevés pour le marché des Etats-Unis est tombé de cinquante et un millions à trente millions par an. Le nombre des moutons est descendu de cinquante trois millions à cinquante et un millions. Cependant, la population s'accroissait de dix millions !"

Il faudrait tout ignorer de l'agronomie pour ne pas déplorer cette exportation intense, — au profit du consommmateur étranger, — d'un élément essentiel à la production indigène. Le bétail d'une ferme fait partie intégrante du capital actif, ou "roulant" de cette ferme; et s'en dessaisir, c'est, pour le cultivateur, faire machine en arrière en se privant d'un moyen de succès de premier ordre; c'est s'engager dans la voie qui mène à l'abandon de la terre. Pour se "remonter" d'animaux, notre classe agricole devra recommencer en neuf, comme au sortir de l'arche noémique; et tel renouvellement prendra des années à s'effectuer.

Ce n'est pas tout. Le sol, privé de son principal engrais, en souffrira longtemps dans sa fertilité. Car, en général, on ne connaît guère, chez nous, l'emploi des engrais chimiques. Bref, le mal prend les proportions d'une calamité; et il est temps de songer à l'enrayer. Il y a des moyens, pourtant; et, si cette Chambre décide d'entrer plus avant dans l'étude de la question, j'essaierai de les exposer.

J'aurais aimé vous causer un peu du rôle des intermédiaires dans le commerce des produits agricoles et de leur influence sur l'accroissement du coût de la vie. Mais la limite fixée pour cet entretien est dépassée de beaucoup, je

(1) Ecrit M. B. Van Voost, dans le *Gaulois* de Paris, en février 1914.

le crains. Et, au surplus, cet aspect de la question est déjà fort connu des hommes d'affaires. Qu'il me suffise de répéter, après tant d'autres, que les intermédiaires sont une plaie pour le commerce, au point de se demander s'il existe encore des marchands, tant [illegible] spéculateurs. L'histoire type de ce quart de pom[illegible] payé 70 cts au producteur, dans l'Ontario, et revendu $5.75 au consommateur, dans le Manitoba, est familière à tous. Il est évident que du jour où le cultivateur recevra pour son travail un prix raisonnable, il produira davantage, ce pendant que le consommateur paiera moins cher à cause même de ce surplus de production.

Guerre donc aux intermédiaires, dont le plus grand nombre ne mérite aucune sympathie. Leur *"bedit gommerce"* est un danger pour le trafic honnête et régulier, surtout dans nos campagnes. Il y a mille moyens d'exterminer cette engeance; mais il faut avoir le courage d'entreprendre et de poursuivre une lutte sans merci.

En conclusion, il est acquis que la livraison directe de ses effets par le "producteur" des campagnes au "consommateur" des villes sera toujours le mode le plus efficace et le plus économe.

Dans le même ordre d'idées, notre commerce avec l'étranger, disons la France par exemple, ne marchera bien que quand nos agents canadiens iront eux-mêmes offrir directement nos articles d'exportation à l'acheteur français. Le système de remettre à... D'AUTRES le soin de "pousser" nos affaires est pitoyable. Il a déjà trop longtemps duré.

Derechef, à bon entendeur, salut! (1)

---

(1) D'après les journaux du 3 décembre, les autorités fédérales auraient chargé M. Oscar Dufresne, grand manufacturier de Maisonneuve, d'une mission comme agent commercial en Europe. Est-ce un simple accident occasionné par la guerre, ou le début sérieux d'une organisation plus étendue?

ORGANISATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DE L'AGRICULTURE

Son étude serait bien le complément naturel des observations faites jusqu'ici. Cependant, messieurs, ne craignez rien. Je n'entreprendrai pas la tâche pour deux raisons: la première, parce qu'elle nécessiterait un développement plus ample que tout ce qui précède; la seconde, parce que je n'ai pas la qualité requise pour l'aborder. Vu sa grande importance, j'espère néanmoins que d'autres s'en chargeront en temps et lieu convenables.

S'il m'est permis d'en faire l'aveu, un autre motif influe sur cette décision. Je craindrais de heurter les sentiments de personnes pour lesquelles je professe le plus profond respect et qui entretiennent peut-être des opinions différentes des miennes sur ce chapitre. L'heure n'étant pas aux discussions et aux malentendus, mais bien à l'union cordiale de toutes les classes de la société en vue de l'intérêt commun, je crois devoir plutôt m'en tenir à des considérations d'ordre général.

Comme on l'a vu, il existe, en effet, des rapports intimes entre l'agriculture, l'industrie et le commerce et les divers moyens de les mettre en action. Tout s'enchaîne dans le vaste mouvement de l'activité nationale. Une partie de la population exploite les ressources du sol et stimule par un travail intelligent la fécondité de la terre. Les produits de l'agriculture et de l'industrie une fois créés s'échangent pour satisfaire aux besoins respectifs des personnes, des lieux, des localités, des provinces et des pays. Cette dernière opération est le commerce. Ainsi donc favoriser l'agriculture et l'industrie, c'est créer et multiplier les opérations commerciales. Les produits grossissent le capital du pays. L'accumulation du capital retourne à l'agriculture et à l'industrie, qui continuent à prendre graduellement des proportions plus considérables. Voilà comme les intérêts de toutes les classes de la société sont étroitement liés et exigent une entente et un support réciproques.

Il est un point cependant, que je désire soumettre brièvement à la considération de cette Chambre. C'est la *possibilité* de trouver au sein de la classe rurale même les

éléments financiers indispensables à la réalisation du programme exposé depuis le commencement de cet entretien.

Contrairement à l'opinion d'un grand nombre, le capital abonde dans les campagnes, à preuve les deux ou trois cents succursales de banques établies pour en faire le drainage. Le défaut réside dans la *direction*, dans *l'emploi du capital*, qui n'est pas utilisé pour le développement et l'amélioration de l'agriculture et des autres conditions économiques *locales*.

Je n'ai jamais scruté l'emploi réservé par les institutions financières aux fonds ainsi recueillis parmi la classe rurale; mais j'ai tout lieu de croire qu'ils ne servent guère à supporter le commerce de la métropole, à en juger par les plaintes quasi générales sur ce point. Dans ce cas, ne vaudrait-il pas mieux les employer à accroître la valeur productive de nos campagnes, ce qui ne saurait manquer de favoriser indirectement, mais efficacement, le commerce et l'industrie?

Tout au plus, serait-il nécessaire, en cas d'insuffisance de fonds, de couronner les divers organismes financiers à établir dans notre province par l'institution d'un crédit agricole supérieur, identique à ceux de France et de Belgique, où ils font tant de bien. Un agent d'affaires de Montréal, encore à ses débuts, mais absolument digne de confiance, était en voie de réaliser ce projet avec le concours de quelques capitalistes européens, lorsque la guerre est venue suspendre les négociations. Mais il ne s'est pas rebuté; et il prétend parvenir au même but par l'entremise d'une couple de banques canadiennes, avec qui il aurait conclu une entente satisfaisante.

Quoi qu'il en soit, la vieille coutume de recourir à tout instant à l'étranger pour financer toutes nos entreprises publiques et privées va recevoir, du fait de la guerre, un choc sérieux et, dans un sens, salutaire ; car il va nous montrer à pourvoir à nos propres besoins. D'ici à des mois, peut-être des années, la relation de la provision du capital à la demande qui en sera faite sera modifiée profondément; et le marché de l'Europe, obligé de faire face à des nécessités formidables résultant de la guerre, sera d'un accès difficile aux emprunteurs canadiens. En affirmant que telle occurrence serait salutaire, je m'appuie sur le témoignage d'une revue économique importante, qui pré-

disait une réaction au Canada plus d'une année avant la guerre actuelle.

"Toutes les exagérations en matière économique et financière se paient un jour, disait-elle. Or il est indéniable que des excès aient été commis au Canada. On estime qu'en moins de 7 ans, de 1907 à 1913, le marché de Londres a fourni à la Puissance plus d'un milliard 200 millions de piastres, dont 300 millions dans la dernière année seule. Les Etats-Unis ont fourni de leur côté, depuis 1907, environ 500 millions de piastres. D'après Sir George Paish, l'endettement du Canada envers l'étranger atteindrait la somme de 5 milliards, 600 millions de piastres et exigerait 160 millions d'intérêt par année."

En y joignant la balance de notre commerce, qui se solde par un fort excédent d'importation, (1) nous arrivons à un bilan d'affaires *peut-être* susceptible d'amendement.

"Le développement et l'avenir du Canada ne s'en verraient être mis en doute pour cela, ajoute la revue, et il n'y a pas lieu de soulever de panique au moyen de ces chiffres, car la valeur foncière et la production du pays ont aussi augmenté dans une forte proportion, quoique l'accroissement de la population présente un déficit fâcheux."

Et la même revue conclut que "le Canada est entré, à l'heure actuelle, dans une période de liquidation à la suite d'une campagne de spéculation trop intense et d'un essor trop rapide."

A tout bien considérer, la prudence nous conseille donc de ne pas trop compter sur les ressources du dehors pour l'exécution de nos travaux municipaux, de voirie, de bâtisses d'églises, d'écoles etc. Dans un sens, il n'y a pas lieu de s'en effrayer, ni de le regretter. Par le passé, nous avons perdu des avantages considérables et payé des commissions inutiles en plaçant nos bons, débentures et autres effets sur des marchés éloignés, alors qu'existait à nos portes tout

---

(1) Cette balance adverse atteignit,

en 1911, ...	$170,000,000;
en 1912, ...	225,000,000;
en 1913, ...	300,000,000;
en 1914, ...	180,000,000;

le tout remboursable au moyen de capital emprunté, à raison d'un million par jour!

le capital voulu, qui ne saurait, du reste, trouver d'emploi plus sûr.

En effet, les prêts consentis aux conseils municipaux, fabriques, commissions scolaires et autres corps publics, dûment autorisés à les contracter, sont de tout premier ordre. Une expérience plus étendue, que je n'hésite pas à conseiller, fournirait sans doute l'agréable constatation que la somme du capital disponible dans nos campagnes est importante et capable de répondre à la plupart des besoins ordinaires.

Et, par degrés, notre situation économique se rapprocherait de celle des vieilles nations, qui effectuent leurs emprunts chez elles et n'ont aucune obligation aux étrangers.

En outre, cette pratique excelle à développer parmi le peuple un esprit public éveillé, beaucoup d'initiative vers le progrès bien entendu et l'habitude de l'épargne, si nécessaire à l'accomplissement des oeuvres nationales. Elle modifierait, chez nous, une mentalité pernicieuse, qui s'oppose trop souvent à l'avancement de la classe rurale, et dont les autres classes, au reste, ne sont pas plus exemptes. "Nos gens," — qu'ils veuillent bien me pardonner en faveur du motif! — manquent de confiance les uns aux autres; ils se jalousent parfois et se plaisent à mettre des entraves à toute initiative qui ne vient pas d'eux. Ils sont, à cause de cela, généralement incapables d'un mouvement d'ensemble vers un but sérieux et ne savent s'unir à temps pour un effort opportun. Ah! que ces vilains travers font donc du mal parmi nous et qu'il serait grand temps de nous en corriger!

Cela soit dit en tenant compte d'un grand nombre d'honorables exceptions.

L'exemple de paix et d'union, fourni tout récemment au congrès des Manufacturiers de la Puissance et des Agriculteurs de l'Ouest, nous est un enseignement de la plus haute portée. A la lumière des événements redoutables, qui se déroulent au loin comme en une gigantesque "cinématographie" et peuvent exercer une répercussion si sensible sur l'état économique de notre continent, ils ont reconnu que l'égoïsme de classe ne saurait constituer un idéal, parce que son unique base repose sur le sens exagéré de l'ambition, et qu'il ne mène à rien qui vaille pour le bien de la collecti-

vité. D'un accord superbe, ils ont enterré leurs anciens griefs en proclamant que l'exploitation du sol est le fondement de l'activité nationale et résolu d'opposer un front uni aux dangers de l'heure présente, suivant en cela le conseil du bon vieux Lafontaine dans sa fable des *"Membres et de l'Estomac,"* dont la morale vaut a elle seule un traité d'économie politique. (1) Il est à espérer que semblable miracle va se répéter un peu partout. L'avenir seul en fera foi. Contentons-nous d'en exprimer le voeu le plus sincère.

Avec ces remarques, effleurant à peine l'aspect général de la question, je termine, messieurs, ce que j'avais à dire sur l'organisation financière de l'agriculture. Elles suffiront, j'en ai la confiance, à faire entrevoir le rôle fécond réservé à telle organisation dans l'expansion de nos richesses naturelles, qui, grâce à Dieu, ne sont pas encore fatalement entamées.

CONCLUSION

Le développement de la production agricole a toujours été, dans ce pays, une question importante pour les esprits éclairés, puisqu'elle représente la forme principale de notre expansion nationale. Depuis le commencement de la crise économique actuelle, laquelle, observons-le bien, a précédé la guerre, de même qu'elle la suivra, son importance a doublé. Et maintenant que les peuples sont engagés dans cette lutte d'endurance, où l'épuisement des ressources économiques jouera probablement un rôle décisif, cette importance devient prédominante, capitale.

La ligne de conduite à suivre apparaît clairement, tant au point de vue des affaires que du patriotisme. Vingt millions d'hommes, venant pour la plupart des districts ruraux, ont été mobilisés en Europe. Même dans les pays neutres, un grand nombre ont abandonné la culture pour aller rejoindre leurs régiments. Tout indique qu'ils ne seront libérés à temps pour effectuer les prochaines semences. De là un déficit énorme dans la récolte à venir. La production agricole va se trouver désorganisée pour long-

(1) Gaston de Montigny, dans son "Etoffe du Pays", prétend que Lafontaine est toujours moderne, parce que... l'esprit ne vieillit pas !

temps peut-être; et il faudra satisfaire d'immenses besoins en denrées alimentaires de toutes sortes, animaux et végétaux. Comme l'observe justement un journal d'agriculture, "c'est le moment favorable pour nos cultivateurs de développer leurs ressources, d'améliorer leurs cultures pour "leur faire produire plus de récoltes; d'augmenter leurs bes-"tiaux , bétail laitier, bétail de boucherie etc. Tout le "monde debout... et à l'oeuvre!" C'est bien le mot d'ordre qui convient, mais n'oublions pas que toutes les classes sont intéressées au mouvement.

Est-il besoin, messieurs, d'ajouter à tout cela la note patriotique touchant les intérêts spéciaux des Canadiens-Français dans la Confédération? Le moment est propice aux inventaires et examens de conscience; et l'on emploirait utilement à ce travail salutaire une partie des loisirs qu'impose à plusieurs d'entre nous la crise impitoyable qui s'étend, de proche en proche, à tout le monde.

Loin de moi l'idée de récriminer, ni d'adresser des reproches à personne; mais ne vous semble-t-il pas, messieurs, que le souci de peupler l'immense solitude qu'est encore notre province comparée à d'autres pays, n'affecte pas assez ceux que cela concerne, c'est-à-dire tout le monde? (1) J'ai vaguement entendu raconter, à l'école de mon village, que les premiers défricheurs en ce pays, tels Louis Hébert et ses compagnons venus d'outre-Atlantique, inaugurèrent leur oeuvre civilisatrice dès le commencement du17e siècle. S'ils revenaient après trois cents ans, seraient-ils flattés vraiment de voir qu'un dixième, au plus, de la tâche entreprise est accompli, quoique leurs successeurs n'aient à combattre, au cours de leurs défrichements, ni les iroquois féroces, ni les mille obstacles inévitables au début de toute colonie?

A de rares exceptions près, l'on considère l'établissement de nos immenses domaines comme une oeuvre de seconde ou de troisième importance, alors qu'elle est, en réalité, de toute première grandeur. Le tiers de notre population est contenu dans notre bonne ville de Montréal, qui, pour l'heure, n'en saurait être félicitée. Durant la dernière décade

(1) Nous n'avons pas 6 habitants par mille carré, ce qui équivaut à la moitié d'une famille canadienne ordinaire, mais exactement 5.69. La Belgique en possède 381 par mille. Evidemment les extrêmes se touchent,... lorsqu'on fait cercle!

recensée, la population urbaine au Canada s'est accrue de 63 pour cent, tandis que celle des campagnes n'atteignait que 17 pour cent. Aujourd'hui, la classe rurale dépasse à peine en nombre 50 pour cent de la population totale, tandis qu'elle en formait autrefois les sept-huitièmes. Nos "habitants" des campagnes en train de disparaître, mais c'est un comble ! Et pourtant... ils s'en vont !

Voilà dans quelle position languit notre agriculture, que tous nos hommes publics appellent emphatiquement, dans leurs discours de "husting," la principale force, la base d'appui la plus sûre de notre organisation sociale...

D'un autre côté, notre quote-part de la dette fédérale, nos redevances et obligations provinciales, municipales, de fabriques, de sociétés, de compagnies etc., atteignent un volume imposant pour un pays neuf. Nous nous reposons, pour l'avenir, sur la richesse de nos ressources, que les prospectus de tous genres assurent être inépuisables. A quoi bon, si on ne les exploite pas?

Que de fois j'ai entendu dire par des européens observateurs qu'ici les gens ne cultivent pas la terre, mais se contentent de la *gratter* un peu, s'en remettant, pour le reste, à la fécondité naturelle du sol et à (1)... la Providence!

Assurément, messieurs, le pessimisme ne mène à rien de bon. Mais n'est-il pas temps de réfléchir un peu sur notre situation présente et de vérifier si la race canadienne ne passe pas maintenant par une crise sérieuse; si elle n'est pas menacée de perdre pied tout à fait pour s'être éloignée imprudemment de sa base naturelle, qui est la possession, l'exploitation du sol?

En face d'un problème aussi grave, j'ai confiance que la Chambre de Commerce du District de Montréal "fera quelque chose," pour employer une expression à la mode. J'espère qu'elle étendra la belle initiative, dont elle a fait preuve dès le début de la crise économique et financière, de manière à protéger et promouvoir les intérêts des Canadiens d'abord, puis de tous leurs alliés que nous confondons, pour l'heure, dans un même sentiment d'ardente sympathie et de profonde admiration.

---

(1) Nous ne dépensons pas, en moyenne, 3 livres d'engrais chimique par acre, — exactement 2.68 livres, — ce qui démontre quel genre de culture nous pratiquons sur si peu de terre occupée. Quelle statistique significative !

Des faits, des chiffres.

Notre pays a fait en 1913, d'après les statistiques du Gouvernement fédéral, les importations suivantes de substances alimentaires, produits de la ferme et leurs dérivés:

Articles		Quantités	Valeur
Biscuits	lbs	2,433,405	$ 276,568.
Fèves	bois.	400,848	777,375.
Pois	"	166,894	360,583.
Maïs (pour distillation)	"	975,252	686,549.
Maïs	"	8,901,946	5,525,982.
Farine de maïs	barils	55,754	176,804.
Sorgho (broom corn)			377,462.
Avoine	bois.	207,281	83,316.
Farine d'avoine	lbs	95,274	3,347.
Blé	bois.	616,395	549,617.
Farine de blé	barils	59,081	267,917.
Autres céréales	bois.	127,301	86,678.
Céréales alimentaires			353,211.
Autres produits des céréales			221,777.
Macaroni et vermicelle	lbs	8,035,873	392,890.
Légumes (non classés)			3,242,214.
Pommes	barils	320,325	837,134.
Pommes (sèches)	lbs	339,758	16,520.
Cidre	gal.	4,762	2,705.
Cerises	lbs	971,619	103,038.
Prunes	bois.	151,650	267,580.
Prunes sèches	lbs	8,942,599	466,868.
Autres fruits			389.256.
Autres fruits secs	lbs	5,527,385	365,815.
Fruits en conserve			787,828.
Gelées, confitures, etc.	lbs	8,826,833	805.242.
Chanvre, préparé ou non	qtx	64,990	381,797.
Fibre végétale	"	6,811	73,933.
Fleurs			293,418.
Plantes et arbustes			236,703.
Graines — jardins, champs, etc.			1,343,364.
Autres graines de semence			279,454.
Autres produits agricoles			2,379,003.
Foin	ton.	36,472	485,584.
Paille	ton.	1,151	10,026.
Engrais			540,644.
Cornichons	gal.	707,214	456,546.
Sauces et catsups	"	389,956	339,862.
Huiles végétales	"	4,664,593	2,382,265.
Huiles végétales	lbs	1,300,404	107,108.
Sucre et sirop d'érable	"	24,634	2.719.
Tabac naturel	"	22,153,588	5,719,756.
Tabac, cigares, cigarettes			1,563,617.
Bestiaux sur pieds		8,661	342.956.
Porcs			2,879.

Articles		Quantités	Valeur
Chevaux		19,924	2,569,826.
Moutons		229,771	627,677.
Autres animaux			170,969.
Bacon et jambon	lbs	13,554,394	1,946,278.
Boeuf salé	"	1,018,857	69,057.
Mouton et agneau, frais ..	"	5,649,118	543,770.
Porc	"	10,204,676	1,026,277.
Autres viandes	"	4,778,216	830,301.
Conserves: viandes, volaille, gibier	"	2,228,484	393,174.
Extraits de viandes			327,173.
Lait condensé	"	261,555	21,171.
Beurre	"	7,989,269	2,061,989.
Fromage	"	1,495,756	302,153.
Volailles	"	27,118	45,026.
Volaille et gibier			402,634.
Oeufs	doz.	13,240,111	2,783,665.
Plume			190,389.
Miel	lbs	652,817	66,871.
Cire d'abeilles	"	116,173	36,255.
Os, entiers ou pulvérisés ..	qtx.	99,271	150,009.
Soies de porc	lbs	252,418	223,263.
Poil de cheval	"	1,104,167	282,927.
Graisses	"	16,118,878	1,007,404.
Graisses et composés	"	13,853,403	1,520,450.
Cuirs et peaux, bruts	"	64,856,440	13,305,471.
Huiles animales	gal.	117,653	64,840.
Boyaux pour saucisses			162,474.
Laines	lbs	9,209,170	2,063,028.
Laine et articles en—			30,557,107.
Bougies	"	820,751	98,705.
Savons			1,332,927.
Autres articles de l'industrie animale			290,080.